

L'éducation, élément indispensable de la démocratie en Afrique

Pretoria (Afrique du Sud) - Le président de la Fondation pour le développement de l'Afrique (ADF), M. Ernest Green, a déclaré lors de la Conférence de planification de CIVITAS Afrique consacrée à la recherche de moyens de favoriser l'essor de la démocratie dans le continent africain que l'éducation était « la clé de l'avenir ».

« Je sais que c'est votre mission », a ajouté M. Green dans l'allocution qu'il a prononcée devant les éducateurs venus de 15 pays d'Afrique et les représentants d'organisations internationales qui assistaient à l'atelier. « Je suis également certain que de dures réalités ont appris à la plupart d'entre vous que l'instruction civique doit faire partie intégrante du processus d'éducation. La connaissance des droits et des responsabilités sociales des citoyens assure une société stable et saine. »

« La conférence de CIVITAS est extrêmement importante, a-t-il ajouté, car elle réunit des gens venus de terres et de régimes gouvernementaux différents qui se concertent sur les buts, les problèmes et les solutions civiques. Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de l'isolationnisme. La technologie a façonné le village mondial où nous devons tous vivre. »

Cet atelier qui a eu lieu du 11 au 14 mai était parrainé par l'Agence d'information des Etats-Unis en collaboration avec l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud. Trois ateliers régionaux de CIVITAS seront organisés dans le continent africain au cours des dix-huit prochains mois.

M. Green a évoqué la décision de la Cour suprême des Etats-Unis interdisant la ségrégation dans les écoles publiques qui lui a permis, ainsi qu'à huit autres jeunes Noirs, de fréquenter des établissements d'enseignement blancs à Little-Rock (Arkansas) en 1957 ; il a également rappelé l'intervention nécessaire des parachutistes de l'armée américaine, sur ordre du président Eisenhower, pour ouvrir la voie aux neufs lycéens et leur permettre d'entrer dans les locaux de la Central High School de Little-Rock.

« C'était terrifiant, a déclaré M. Green, de passer par ces portes par lesquelles aucun lycéen noir n'était jamais passé auparavant. » Mais, a-t-il dit, ses parents et la communauté « étaient déterminés à ce que je reçoive une éducation de première qualité. Ils savaient que l'éducation était mon passeport pour une vie meilleure et m'offrirait les possibilités qui leur avaient été refusées. »

Et effectivement, a noté M. Green, cela lui a permis de mener une vie meilleure. « Comme la pierre tombée dans l'eau qui produit des ronds concentriques de plus en plus grands, j'ai touché un grand nombre de gens, a-t-il déclaré ; de manière analogue, chacun de nous aujourd'hui a le potentiel de changer sa société pour le mieux. »

« CIVITAS, a-t-il poursuivi, nous fournit un forum, un centre d'information où peuvent avoir lieu des échanges significatifs. »

On trouvera ci-dessous le texte de l'allocution de M. Green :

(Début du texte)

Monsieur le Docteur Braxton, Messieurs Penn Kemble, Penn Agnew, membres distingués du Conseil d'administration de CIVITAS, honorables invités, au nom du Conseil d'administration de la Fondation pour le développement de l'Afrique, je vous présente nos cordiales salutations. Je suis heureux et fier d'être des vôtres aujourd'hui à CIVITAS AFRIQUE.

C'est mon huitième voyage en Afrique du Sud. J'y suis venu à divers titres, pour le compte de ma société, Lehman Brothers, en tant qu'entrepreneur, et pour représenter mon pays et le président Clinton. J'ai pris plaisir à chacun de mes voyages et je suis convaincu que je pourrai bientôt prétendre à la double nationalité.

Le consortium de CIVITAS est à la fois novateur et pratique. Je vous suis donc d'autant plus reconnaissant que vous m'avez demandé de partager mes idées et mes expériences avec vous.

Il y a quarante ans, le 25 septembre 1957, je suis monté avec huit autres lycéens afro-américains dans un break précédé et suivi par des jeeps transportant des parachutistes de l'armée américaine armés de fusils automatiques, baïonnette au canon, qui nous ont amenés devant la grande porte de la Central High School de Little-Rock (Arkansas).

Cet événement était la suite longtemps retardée à la décision Brown de la Cour suprême des Etats-Unis de 1954 interdisant la ségrégation raciale dans les établissements d'enseignement public. Little-Rock était un site-test où les autorités fédérales veillaient à assurer aux citoyens américains de descendance africaine la jouissance effective de droits égaux d'accès à l'éducation, un droit si longtemps refusé.

Pour être parfaitement franc, c'était terrifiant de passer par ces portes par lesquelles aucun lycéen noir n'était jamais passé auparavant. Et ce n'était que le commencement d'une longue année, parfois dangereuse, qui s'est terminée par l'obtention de mon diplôme.

Ma mère, diplômée de l'université et enseignante, et d'autres membres de ma famille et de la communauté étaient déterminés à ce que je reçoive une éducation de première qualité. Ils savaient que l'éducation était mon passeport pour une vie meilleure et m'offrirait les possibilités qui leur avaient été refusées. Ma mère m'avait laissé libre de décider de quitter mon école secondaire pour Noirs située à trente-cinq rues de la maison, pour aller à la Central High School qui n'était qu'à onze rues de chez nous.

Il va sans dire que cette expérience m'a démontré, tôt dans ma vie, que l'on ne peut compter sur l'appui que de quelques personnes lorsque l'on prend des décisions difficiles.

J'ai également dû considérer les dangers auxquels ma famille et moi serions exposés. Beaucoup de Noirs dans le Sud s'étaient fait tuer pour moins que cela.

Mais l'adolescent que j'étais savait déjà :

1. que j'avais le droit d'être là ;
2. que mes parents payaient des impôts pour financer cette école ; et
3. que la ségrégation à Little-Rock n'était pas en ma faveur, et je voulais que cela change.

Seul étudiant de dernière année du groupe, j'ai obtenu mon diplôme à la fin de l'année. J'avais peine à croire que j'y étais parvenu, malgré les remarques racistes des lycéens blancs, malgré le verre cassé que je trouvais sur le sol des douches, malgré toutes les autres brimades et cruautés infligées par mes camarades de classe blancs.

Martin Luther King est venu à ma remise de diplôme et s'est assis ce jour-là à côté de ma mère et de ma tante, avec mon frère et mon grand père. Ils rayonnaient de fierté.

Bien qu'il m'ait été refusé de participer aux activités du lycée et que je n'aie pas pu obtenir les honneurs ou les récompenses accordées aux étudiants blancs, j'ai ressenti un immense sentiment de satisfaction d'avoir surmonté les obstacles et gagné la bataille.

La guerre, elle, n'était pas terminée.

Martin Luther King et ma famille furent les seuls à applaudir à l'appel de mon nom ce soir- là, il y a quarante ans, mais ils m'ont fait comprendre que j'avais bien fait mon travail.

Mesdames et Messieurs, si j'ai pris le temps de vous raconter mon histoire aujourd'hui, c'est parce qu'elle est au coeur du concept de CIVITAS.

L'éducation est la clé d'un avenir individuel et l'éducation civique est la clé de toute société civilisée.

Contrairement à ce que pensaient des lycéens noirs mes camarades de classe et mes professeurs de Central High, ils ont été obligés de participer à une leçon de civisme importante. La Constitution rédigée par les pères fondateurs et le gouvernement qu'ils avaient établi m'ont non seulement fait entrer à la Central High School, mais ils ont également enseigné une leçon d'instruction civique.

Quant à moi, cette expérience indélébile a défini le cadre et la structure qui régissent ma vie depuis cette époque.

Beaucoup de gens n'ont pas eu la même chance que moi, ni le même soutien qui m'a été donné au cours des années.

Ce que nous avons fait ce jour là en 1957, et ce que des milliers d'autres ont fait au fil des ans pour les droits de l'homme, illustre clairement les principes de base de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, conçus pour fournir un appui aux aspirations de liberté des gens et à leur désir de développer les talents qui leur ont été donnés par le Créateur.

Si nous nous reportons au deuxième paragraphe de la Déclaration, nous y trouvons les phrases suivantes :

« Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis par les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. »

Je pense souvent à ces « pères fondateurs » qui ont composé ce document exceptionnel et je me demande s'ils ont bénéficié d'une intervention divine. Certes, ils ne vivaient pas selon les principes qu'ils ont couché sur le papier, mais pour une raison inexplicable, ils sont parvenus à faire ce qui était juste.

En 1775, avant la rédaction de la Constitution, Alexander Hamilton a écrit :

« (...) les droits sacrés de l'humanité sont inscrits comme par un rayon de soleil dans tout le volume de la nature humaine, de la main de la divinité elle-même, et ne pourront jamais être effacés ou masqués par un pouvoir mortel. »

En d'autres termes, certains droits ne sont pas seulement instinctifs et sacrés, ils sont inaliénables ; personne ne peut vous les retirer ou s'en emparer ; ils ne peuvent pas être transférés à quelqu'un d'autre.

Je ne peux pas dire qu'en tant qu'adolescent de dix-sept ans, j'étais conscient des répercussions que mes actions auraient, non seulement sur ma famille immédiate et sur ma collectivité, mais sur le pays tout entier. Mais j'ai senti que ce que nous faisons le jour où nous sommes entrés à la Central High School était important, au moins pour les populations noires de Little- Rock.

En y repensant, je me rends compte maintenant que je suis devenu une leçon d'instruction civique ambulante... ce qui est un insigne honneur mais également un fardeau et une responsabilité énormes pour un jeune.

J'aimerais pouvoir rapporter au public de CIVITAS aujourd'hui que les Etats-Unis ont été capables de reléguer la ségrégation dans le passé et qu'ils se sont attachés à résoudre d'autres problèmes pressants relevant du domaine social ou de la santé. Mais nous savons que ce n'est pas le cas.

Dans un rapport publié récemment par la Faculté de l'éducation de l'université Harvard, après avoir examiné la composition raciale des écoles publiques aux Etats-Unis de 1968 à 1994, les auteurs ont conclu que « (...) il existe des signes clairs que (...) le pays opère un retour en arrière dans le sens d'une plus grande ségrégation des étudiants noirs. Cette ségrégation n'est pas simplement une séparation raciale. C'est également une division par classes. »

Je suis profondément troublé par ces statistiques et encore plus attristé de constater que quarante ans après, les Etats-Unis soient encore aux prises avec les mêmes démons. Nous sommes une superpuissance, mais c'est un motif d'humilité de savoir qu'en dépit de nos grandes richesses et de notre stabilité politique, notre société est encore ravagée par de nombreux maux. Il nous reste beaucoup de travail à faire.

Cette réalisation a été une motivation puissante qui m'a fait accepter votre invitation à participer à cette conférence de CIVITAS Afrique. Je suis toujours heureux de revenir en Afrique du Sud, mais une chose était très claire pour moi : (...) l'éducation est la clé de l'avenir. Et je sais que c'est aussi votre mission.

Je suis également certain que de dures réalités ont appris à la plupart d'entre vous que l'instruction civique doit faire partie intégrante du processus d'éducation. La connaissance des droits et des responsabilités sociales des citoyens assure une société stable et saine.

La conférence de CIVITAS est extrêmement importante, a-t-il ajouté, car elle réunit des gens venus de terres et de régimes gouvernementaux différents qui se concertent sur les buts, les problèmes et solutions civiques. Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de l'isolationnisme. La technologie a façonné le village mondial où nous devons tous vivre.

L'éducation civique est une science sociale dynamique. À mesure que le monde change, nos relations changent aussi et nous devons apprendre de nouvelles manières de nous entendre les uns avec les autres au-delà des frontières.

Une discussion honnête des idées qui ont amené nos gouvernements et nos communautés à fonctionner de manière plus efficace est utile. Nous devons parler des succès et des échecs.

Dans un de ses récents discours, M. Frederico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a déclaré :

« (...) les disparités en matière de connaissances et de richesse entre les pays et au sein des pays sont un sujet de graves préoccupations. L'esprit de CIVITAS consiste à travailler pour inclure les exclus et pour atteindre les inaccessibles. »

Comme la pierre tombée dans l'eau qui produit des ronds concentriques de plus en plus grands, j'ai touché un grand nombre de gens ; de manière analogue, chacun de nous aujourd'hui a le potentiel de changer sa société pour le mieux.

CIVITAS nous fournit un forum, un centre d'échange d'information où peuvent avoir lieu des échanges significatifs.

Mesdames et Messieurs, il reste encore beaucoup à faire. Comme je l'ai dit plus tôt, les Etats-Unis qui sont la superpuissance du monde s'efforcent encore de résoudre leurs problèmes raciaux et de classe.

La division des classes a un long contexte historique, que tous les membres de l'assistance connaissent bien.

Nombre d'entre nous aiment à penser que nous vivons actuellement « les meilleurs des temps », mais vous savez comme moi que ce sont aussi des temps dangereux. Selon certains futuristes, la mondialisation du commerce et de l'économie nous rapproche dangereusement de la situation qui existait à la fin du XIXème siècle, où riches et pauvres étaient séparés par un abîme dévastateur.

Il serait sans doute vain de vouloir arrêter la mondialisation de l'économie et l'âge de l'information, mais nous devons comprendre que ces deux phénomènes établissent des conditions qui méritent notre plus grande attention. Il y a toujours eu des riches et des pauvres mais le fossé qui les sépare s'est élargi à un rythme alarmant. Et ce sont non seulement des gens, mais des pays entiers qui s'appauvrissent.

La richesse est aujourd'hui concentrée dans les mains de quelques milliardaires qui contrôlent à eux seuls des fortunes équivalentes aux avoirs de 45 % de la population mondiale. Nous avons gravement porté atteinte à l'environnement et aux créatures qui y vivent.

La plupart d'entre nous qui sommes réunis dans cette salle savent que certains des pays les plus pauvres du monde se trouvent ici en Afrique. Ils savent également qu'un grand nombre de ces pays et leurs populations se dégagent progressivement de l'emprise de la pauvreté. Les taux de croissance du PIB s'améliorent et vingt pays ont aujourd'hui un gouvernement démocratique.

Mais ces pays, comme d'autres pays du monde entier, sont encore loin de devenir membres du village mondial, tout au moins de ce quartier du village mondial qui possède les aménagements et les agréments auxquels nous, qui sommes ici présents, sommes habitués.

Dans un discours prononcé pour reconnaître la Décennie internationale pour l'élimination de la pauvreté proclamée par les Nations Unies, le président Nelson Mandela a déclaré :

« Les droits inscrits dans notre nouvelle constitution seront vides et notre démocratie restera fragile s'ils n'apportent pas avec eux des améliorations de la vie des gens, en particulier de ceux qui portent le fardeau de la pauvreté et l'inégalité. »

Mais ventre affamé n'a pas d'oreilles : on ne saurait nourrir les gens qui ont faim et les malades de paroles ou d'informations. Si discret que l'on se soit fait sur cette réalité, quand les gens voient leur pouvoir d'achat augmenter un peu, ce n'est pas à l'Internet qu'ils s'intéressent ; ce qu'ils veulent, c'est de la nourriture sur leur table, une jolie maison, une voiture.

La pauvreté et le manque de débouchés sont de grands obstacles auxquels se heurtent les communautés pauvres d'Amérique et les communautés pauvres d'Afrique.

La Fondation pour le développement de l'Afrique, dont je suis le président, est un petit organisme indépendant des Etats-Unis qui octroie une aide en faveur du développement économique des collectivités pauvres d'Afrique.

Depuis treize ans, la Fondation s'attache à répondre aux besoins des pauvres. Nous avons accordé plus de six cents subventions à des organisations et à des chercheurs africains dans trente-quatre pays, d'un montant total de soixante millions de dollars. Les projets sont intégralement conçus, exécutés et gérés par des Africains, parce que nous estimons que les Africains savent ce dont ils ont besoin (...) il suffit de les appuyer pour leur permettre de s'en doter.

Je suis très fier des travaux de la Fondation parce que je crois sincèrement que le fait d'apporter des ressources directement aux gens leur offre des possibilités d'améliorer eux-mêmes leurs conditions de vie.

J'ai souvent senti ces dernières années que l'expérience de ma jeunesse à Little- Rock établissait pour moi un rapport important avec les communautés rurales en développement. Le villageois en milieu rural est très semblable à l'Afro- américain pauvre et marginalisé. Nous aussi, nous cherchions la liberté et l'accès à des possibilités de vie meilleure longtemps refusées.

La clé de la réalisation de ces rêves de promotion sociale, d'élimination de la pauvreté et de possibilités (...) est l'éducation et la formation.

Je gage, Mesdames et Messieurs, qu'il n'y aurait aucun d'entre nous assis dans cette salle aujourd'hui si nous n'avions pas eu accès aux possibilités offertes par l'éducation.

De plus, notre éducation se poursuit chaque jour, à cette Conférence et après que nous aurons quitté cette ville, parce que nous sommes des membres favorisés de la société. Nous avons eu le droit et le privilège de recevoir une éducation, d'acquérir des instruments qui nous apportent la joie de l'éducation, mais également des avantages financiers. Nous devons mettre ces possibilités et ces instruments à la disposition de gens plus nombreux.

Nous devons également absorber tout ce que nous pouvons de cette Conférence de manière à pouvoir rapporter dans nos pays respectifs les idées et les solutions découvertes ici.

Il y a beaucoup à faire dans le monde entier, et dans de multiples domaines. Si les atteintes aux droits de l'homme diminuent dans certains pays, elles augmentent dans d'autres. Souvent, préoccupés par la survie économique, les pays nouvellement indépendants ne font pas respecter les droits fondamentaux de leurs populations. Et les populations opprimées ne tolèrent pas l'injustice pendant très longtemps.

L'éducation a profondément changé ma vie et la vie d'autres Afro américains de ma génération, et j'ai appris que l'éducation est un chemin que l'on suit tout au long de sa vie.

Le défi que doit relever la société est de transformer un idéal abstrait en des droits et en des actions concrètes pour ses citoyens. Les idéaux doivent être visibles, réels, tangibles, pour que les gens y trouvent une certaine utilité.

L'éducation montre ce que sont ces droits et ces possibilités ; elle indique également comment on peut avoir accès à ces débouchés.

Les gens doivent s'appréhender par rapport aux idéaux et aux valeurs, en une relation qui ne compromet pas radicalement leur propre esprit de survie. C'est souvent l'éducation civique qui nous apporte les instruments de la compréhension, qui nous fait connaître nos lois et les recours légaux dont nous disposons.

Les tribunaux peuvent interpréter et lever les obstacles, mais c'est en dernière analyse aux individus qu'il appartient d'assurer le bon fonctionnement des lois.

Les gouvernements des pays nouvellement indépendants doivent donner à leurs administrés des possibilités adéquates de prendre des décisions et de participer activement à la gestion des affaires publiques. C'est l'éducation civique qui montre aux gens comment cela peut se faire. Il est important que tous les gouvernements comprennent le mécanisme des principes et des valeurs de la démocratie, même si le régime en place n'est pas un régime démocratique au sens strict du terme.

W.E.B. Dubois a pu écrire : « Il n'existe pas au monde de force telle que celle d'un être humain déterminé à progresser. L'âme humaine ne peut pas être perpétuellement enchaînée. »

L'histoire nous a démontré que les gens qui recherchent la liberté et l'égalité prennent un jour ce qui leur était refusé. En dernier ressort, c'est l'individu qui doit décider à quelles actions il est disposé pour remporter « la palme ».

De même que les Américains ont dû prendre des risques pour accéder à l'indépendance, les habitants de l'Europe de l'Est, de l'ex-Union soviétique, et de l'Afrique ont dû tout risquer pour améliorer leur condition par le changement. Citoyens et dirigeants se sont vu poser des questions difficiles telles que :

- Qui décidera de l'avenir ?
- Qui participera à l'exercice du gouvernement ?
- Jusqu'où faut-il « jeter le filet » ?

Une chose est certaine : ils devront s'efforcer de s'instruire, pour eux-mêmes et pour leurs populations, s'ils souhaitent favoriser la croissance économique et pratiquer une bonne gestion de l'Etat.

L'éducation est la clé du royaume et le facilitateur des solutions.

En tant que nation, les Etats-Unis doivent encore trouver les solutions à un grand nombre de leurs problèmes sociaux pressants. Les Etats-Unis, qui se sont battus avec acharnement pour s'élever à leur rang actuel de superpuissance, doivent à présent s'attacher avec la même vigueur à améliorer leur système d'éducation. Nous savons que notre population doit savoir lire et compter afin de faire face à la concurrence dans le marché mondial.

L'élément clé, l'histoire nous l'enseigne, est l'éducation.

Les entreprises américaines se sont mises à importer des gens instruits d'autres pays, tels que l'Inde, la Chine et la Russie, pour combler le fossé creusé par la demande accrue de personnel spécialisé. Elles ont trouvé ce personnel spécialisé à l'étranger de même qu'elles y ont trouvé la main-d'oeuvre nécessaire à la production des biens manufacturés.

Mais en dernière analyse, si les Etats-Unis tiennent véritablement à conserver leur « avantage », ils devront relever le défi de l'éducation de leurs propres citoyens.

Les gouvernements du monde entier doivent élargir l'accès à l'éducation. Ils doivent être persuadés que l'éducation est un droit. L'éducation est l'instrument le plus efficace dont dispose l'humanité pour le développement. Aucun gouvernement ne conservera le pouvoir bien longtemps si sa population en est privée. C'est aussi vrai pour les Etats-Unis que pour le Zaïre ou pour la Bosnie.

L'éducation est la clé stratégique et le pont de l'avenir pour l'humanité. A nous de nous assurer que le pont que nous construisons ne nous ramène pas en arrière vers le XIXème siècle.

(Allocution du président de l'ADF à l'atelier de CIVITAS)